

SAMIR AMIN

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI

Les leçons du XX^{ème} siècle

Lénine, Boukharine, Staline, Trotsky pour la Russie, Mao, Zhou Enlai, Deng Xiaoping pour la Chine, ont façonné l'histoire de ces deux grandes révolutions du XX^e siècle(1). Leaders de partis communistes révolutionnaires puis responsables de l'Etat, confrontés aux problèmes de la révolution triomphante dans les pays du capitalisme périphérique, ils ont été contraints de « réviser » (j'emploie à dessein ce terme, considéré comme sacrilège par beaucoup) les thèses héritées du marxisme historique de la Seconde Internationale. Lénine et Boukharine, allant plus loin que les analyses de Hobson et Hilferding concernant le capitalisme des monopoles et l'impérialisme, en ont tiré la conclusion politique majeure : la guerre impérialiste de 1914-1918 (prévue par eux seuls ou presque) rendait nécessaire et possible une révolution guidée par le prolétariat.

Avec le bénéfice du recul du temps, je signalerai ici les limites de leurs analyses, Lénine et Boukharine considèrent l'impérialisme comme étape nouvelle (« suprême ») associée au passage au capitalisme des monopoles. J'ai remis en question cette thèse et considéré que le capitalisme historique a toujours été impérialiste, au sens de générateur d'une polarisation entre ses centres et ses périphéries dès l'origine (le XVI^e siècle), approfondie au cours de tout son déploiement mondialisé ultérieur. Le système du XIX^e siècle pré-monopoliste n'en était pas moins impérialiste ; et la Grande Bretagne tenait son hégémonie précisément de sa domination coloniale de l'Inde. Lénine et Boukharine pensaient que la révolution, amorcée en Russie (« le maillon faible ») devait se poursuivre dans les centres (en Allemagne en particulier). Leur espoir était fondé sur une sous-estimation des effets de la polarisation impérialiste, annihilant la perspective révolutionnaire dans les centres.

Néanmoins Lénine, et mieux encore Boukharine, tirent rapidement la leçon que l'histoire leur impose. La révolution, faite au nom du socialisme (et du communisme), est en fait autre chose : largement une révolution paysanne. Alors que faire ? Comment associer la paysannerie à la construction du socialisme ? En faisant des concessions au marché et en respectant la nouvelle propriété paysanne acquise ; en progressant donc lentement vers le socialisme ? La stratégie que la NEP mettra en œuvre cette stratégie.

Oui, mais ... car Lénine, Boukharine et Staline comprennent aussi que les puissances impérialistes n'accepteront jamais ni la Révolution, ni même la NEP. Après les guerres chaudes d'intervention, la guerre froide va être permanente, de 1920 à 1990 (2). Car la Russie soviétique, fut-elle loin de pouvoir construire le socialisme, se libère du carcan que l'impérialisme entend imposer à toutes les périphéries du système mondial qu'il domine ; la Russie soviétique déconnecte. Alors que faire ? Tenter d'imposer la coexistence pacifique, en faisant s'il le faut quelques concessions, en s'abstenant d'intervenir trop activement sur la scène internationale ? Mais en même temps, il faut s'armer pour faire face à de nouvelles agressions, difficiles à éviter. Et cela implique d'accélérer l'industrialisation, qui à son tour entre en conflit avec les intérêts de

la paysannerie et menace donc de rompre l'alliance ouvrière et paysanne sur la base de laquelle fonctionne l'Etat issu de la révolution.

On comprend alors les louvoiements de Lénine, Boukharine et Staline. En termes théoriques on bascule d'un extrême à l'autre : tantôt on adopte une attitude déterministe qu'inspire la vision étapiste du marxisme hérité (l'étape de la révolution démocratique bourgeoise d'abord, puis celle du socialisme), tantôt on cède au volontarisme (l'action politique permet de sauter les étapes). Finalement, à partir de 1930/1933 (non sans rapport avec la montée du fascisme), Staline impose le choix de l'industrialisation et de l'armement accélérés. La collectivisation en est le prix. Ici encore gardons nous de juger trop vite : tous les socialistes de l'époque (et encore davantage les capitalistes) partagent les analyses de Kautsky sur ce point et sont persuadés que l'avenir appartient à la grande exploitation agricole (3) La rupture de l'alliance ouvrière et paysanne que ce choix implique est à l'origine de l'abandon de la démocratie révolutionnaire et de la dérive autocratique.

Trotsky aurait-il fait mieux ? A mon avis certainement pas. Son attitude face à la révolte des marins de Kronstad et ses louvoiements ultérieurs démontrent qu'il n'est pas différent des autres dirigeants du bolchevisme au pouvoir. Mais dès 1927, exilé, n'ayant plus de responsabilité dans la navigation du navire soviétique, il peut se complaire dans la répétition inlassable des principes sacrés du socialisme. Il devient pareil à ce que sont beaucoup des marxistes académiques qui peuvent se payer le luxe d'affirmer leur attachement aux principes sans souci d'être efficaces dans la transformation de la réalité (4).

Les communistes chinois apparaissent plus tard sur la scène révolutionnaire. Mao sait alors tirer la leçon des louvoiements des bolcheviks. La Chine est confrontée aux mêmes problèmes que la Russie soviétique : révolution dans un pays attardé, nécessité d'associer la paysannerie à la transformation révolutionnaire, hostilité des puissances impérialistes. Mais Mao peut voir désormais plus clair que Lénine, Boukharine et Staline. Oui, la révolution chinoise est anti-impérialiste et paysanne (anti-féodale). Mais elle n'est pas démocratique bourgeoise ; elle est démocratique populaire. La différence est de taille ; elle impose une perspective longue de maintien de l'alliance ouvrière et paysanne. Cela permettra à la Chine de ne pas faire l'erreur fatale de la collectivisation forcée ; et d'inventer une autre voie associant la propriété d'Etat sur tout le sol agraire, l'accès égal des paysans à l'usage de la terre et l'exploitation familiale rénovée (5).

Les deux grandes révolutions ont du mal à se stabiliser ; car elles sont contraintes de concilier la perspective socialiste et des concessions au capitalisme. Laquelle de ces deux tendances l'emportera ? Ces révolutions ne vont donc se stabiliser qu'à partir de leur « thermidor », pour reprendre le terme utilisé par Trotsky. Mais à quand donc remonte le thermidor en question en Russie, à 1930 (comme Trotsky le déclare) ? Ou à la N. E. P. des années 1920 ? Ou à la glaciation du Brezhnev ? Et pour la Chine, Mao choisit-il le thermidor dès 1950 ? Ou faudra-t-il attendre Deng Xiaoping pour parler du thermidor de 1980 ?

La reprise des leçons de la Révolution française n'est pas de hasard. Les trois grandes révolutions des temps modernes (la française, la russe, la chinoise) sont grandes précisément parce qu'elles se projettent loin en avant des exigences immédiates du moment. La révolution

française s'affirme, avec la convention montagnarde de Robespierre, une révolution populaire autant que bourgeoise, comme les révolutions russe et chinoise ambitionnent d'aller au communisme, même si celui-ci n'est pas à l'ordre du jour des exigences pour ne pas être mis en déroute, préserver la perspective d'aller plus loin plus tard. Thermidor n'est pas la Restauration. Celle-ci s'impose en France, non pas avec Napoléon, mais seulement à partir de 1815. Encore faut-il savoir que la restauration ne peut pas gommer intégralement la transformation gigantesque de la société produite par la révolution. En Russie la restauration est encore plus tardive : elle sera l'œuvre de Gorbatchev et Yeltsine. Et ici également cette restauration demeure fragile, comme en témoigne les défis auxquels Poutine est désormais confronté. En Chine il n'y a pas (ou pas encore !) de Restauration (6).

Une étape nouvelle de la domination des monopoles

Le monde contemporain est toujours confronté aux mêmes défis auxquels se sont heurtées les révolutions du XX^{ème} siècle. L'approfondissement continu du contraste centres/périphéries, propre au déploiement mondialisé du capitalisme entraîne toujours la même conséquence politique majeure : la transformation du monde s'amorce par des révolutions anti impérialistes, nationales et populaires, potentiellement anti capitalistes, seules à l'ordre du jour de l'avenir visible ; mais elle ne pourra franchir ces premières étapes pour s'engager sur la voie du socialisme que plus tard, si et lorsque les peuples des centres entreront à leur tour dans le combat pour le communisme, conçu comme étape supérieure de la civilisation humaine universelle. La crise systémique du capitalisme qui frappe ses centres donne à cette perspective des chances de se traduire en réalité.

Dans l'immédiat le défi double auquel sont confrontés les peuples et les Etats du Sud occupe le devant de la scène : (i) le lumpen développement que le capitalisme contemporain impose à toutes les périphéries du système n'a rien à offrir à ces trois quarts de l'humanité ; en particulier il engage sur la voie de la destruction accélérée des sociétés paysannes d'Asie et d'Afrique ; et de ce fait la réponse qui sera donnée à la question paysanne commandera largement la suite de l'évolution (7); (ii) la géostratégie agressive des puissances impérialistes qui s'opposent à toute tentative des peuples et des Etats de la périphérie de sortir de l'impasse, impose aux peuples concernés la mise en déroute du contrôle militaire de la planète par les Etats Unis et leurs alliés subalternes européens et japonais.

La première longue crise systémique du capitalisme s'amorce dans les années 1870. La lecture du déploiement du capitalisme historique dans la longue durée que j'ai proposée suggère une succession en trois temps : dix siècles d'incubation de l'an 1000 en Chine aux révolutions du XVIII^{ème} siècle en Angleterre et en France, un siècle court d'épanouissement triomphant (le XIX^{ème} siècle), un long déclin probable constitué lui-même de la première longue crise (1875-1945) puis de la seconde (amorcée en 1975, toujours en cours). Dans chacune de ces deux longues crises le capital répond au défi par la même formule triple : concentration du contrôle du capital, approfondissement de la mondialisation inégale, financiarisation de la gestion du système (8). Deux penseurs majeurs (Hobson et Hilferding) saisissent immédiatement la portée immense de la transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles Mais il appartenait à Lénine et à Boukharine de tirer la conclusion politique de cette transformation, qui amorçait le déclin du capitalisme et donc l'inscription à l'ordre du jour de la révolution socialiste. (9)

La formation première du capitalisme des monopoles remonte donc à la fin du XIX^{ème} siècle, mais ne se constitue véritablement en système aux Etats Unis qu'à partir des années 1920, pour ensuite conquérir l'Europe occidentales et le Japon des « trente glorieuses » de l'après seconde guerre mondiale. Le concept du surplus, proposé par Baran et Sweezy dans les années 1950-1960 permet de saisir l'essentiel de la transformation qualitative du capitalisme apportée par l'émergence dominante des monopoles. Convaincu dès sa publication par ce travail d'enrichissement de la critique marxiste du capitalisme, j'ai amorcé dès les

années 1970 sa re-formulation qu'exigeait, à mon avis, la transformation du capitalisme des monopoles « premier » (1920-1970) en capitalisme des monopoles généralisés, analysé comme une phase qualitativement nouvelle du système.

Dans les formes antérieures de la concurrence entre les entreprises produisant la même valeur d'usage – alors nombreuses et indépendantes les unes des autres – les décisions étaient prises par les propriétaires capitalistes de ces entreprises sur la base du prix du marché constaté qui s'imposait comme une donnée extérieure. Baran et Sweezy observent que les nouveaux monopoles agissent différemment : ils fixent leurs prix en même temps que la nature et le volume de leurs productions. C'en est donc fini de la « concurrence transparente et loyale », qui demeure néanmoins, contre toute réalité, au cœur de la rhétorique de l'économie conventionnelle ! L'abolition de la concurrence – la transformation radicale du sens de ce terme, de son mode d'opération et de ce qu'elle produit – déconnecte le système des prix de son fondement, celui des valeurs, et par là même fait perdre de vue le cadre de référence qui définissait la rationalité du capitalisme. Alors que les valeurs d'usage constituaient dans une large mesure des réalités autonomes, elles deviennent, dans le capitalisme des monopoles, l'objet de véritables fabrications produites systématiquement par des politiques de vente agressives et particularisées (publicité, marques etc.).

Dans le capitalisme des monopoles la reproduction cohérente du système productif n'est plus possible par le seul ajustement mutuel des deux départements considérés dans le livre II du *Capital* ; il faut désormais prendre en considération un département III d'absorption du surplus conçu par Baran et Sweezy. L'excroissance du département III favorise à son tour un effet d'effacement de la distinction que Marx fait entre le travail productif (de plus-value) et le travail improductif. Toutes les formes du travail salarié peuvent devenir – et deviennent – sources de profits possibles. Un coiffeur vend ses services à un client qui le paie par la dépense de son revenu. Mais si ce coiffeur devient salarié d'un salon l'opération doit dégager un profit pour son propriétaire. Le travail exploité n'est plus seulement celui des producteurs de plus-value, comme je l'ai rappelé dans les observations que j'ai proposées concernant la composition hétéroclite du département III. Si le pays concerné met au travail dix millions de travailleurs salariés dans les trois départements I, II et III, lesquels fournissent l'équivalent de douze millions d'années de travail abstrait, et si les salaires reçus par ces travailleurs leur permettent d'acheter des biens et des services dont la production n'a exigé que six millions d'années de travail abstrait, le taux d'exploitation du travail de tous, productifs et improductifs confondus, est identique : il est de 100%. Mais les six millions d'années de travail abstrait non distribuées en salaires ne peuvent pas être intégralement investis dans l'achat de biens de production destinés à l'expansion des départements I et II ; une partie de ceux-ci devra être affectée à l'expansion du département III.

Le capitalisme des monopoles généralisés (à partir de 1975)

Le passage du capitalisme premier des monopoles à sa forme contemporaine (le capitalisme des monopoles généralisés) se réalise dans un temps court (entre 1975 et 1990) en réponse à la seconde longue crise du capitalisme en déclin. En une quinzaine d'années la centralisation du pouvoir des monopoles et sa capacité de contrôler la totalité du système productif atteignent des cimes sans comparaison avec ce qu'elles avaient été jusque-là.

Ma première formulation du capitalisme des monopoles généralisés remonte à 1978 lorsque je proposais une lecture des réponses du capital au défi de sa nouvelle longue crise systémique, qui s'ouvrait à partir de 1971-1975. Dans cette lecture je plaçais l'accent sur les trois directions de cette réponse attendue, alors à peine amorcée : la centralisation renforcée du contrôle de l'économie par les monopoles, l'approfondissement de la mondialisation (et la délocalisation des industries manufacturières en direction des périphéries) et la financiarisation. L'ouvrage que nous publions ensemble – André Gunder Frank et moi-même – en 1978 (10) est passé inaperçu, probablement parce que nos thèses étaient en avance sur leur temps. Mais aujourd'hui les trois caractéristiques en question sont devenues des évidences aveuglantes pour tout le monde.

Il fallait donner un nom à cette phase nouvelle du capitalisme des monopoles. Le qualificatif de « généralisé » précise ce qui est nouveau : les monopoles sont désormais dans une position qui les a rendu

capables de réduire toutes les activités économiques » (ou presque) au statut de sous-traitants. L'exemple de l'agriculture familiale des centres capitalistes en constitue le plus bel exemple. Ces agriculteurs sont contrôlés en amont par les monopoles fournisseurs d'intrants et de crédits, en aval par les monopoles des chaînes de distribution, à tel point que dans ces structures de prix qui leur sont imposées le revenu de leur travail devient nul. Les agriculteurs ne survivent que grâce aux subventions publiques payées par les contribuables. Cette ponction est donc à l'origine des profits des monopoles ! Comme on l'a constaté également à l'occasion des faillites bancaires le principe nouveau de la gestion économique se résume en une phrase : privatisation des profits des monopoles, socialisation de leurs pertes ! Continuer à parler de « concurrence transparente et loyale » et de « vérité des prix révélée par les marchés » relève de la farce.

Le pouvoir économique émietté, et de ce fait concret, des familles de bourgeois propriétaires, laisse la place au pouvoir centralisé exercé par les dirigeants des monopoles et la cohorte de leurs serviteurs salariés. Car le capitalisme des monopoles généralisés n'implique pas la concentration de la propriété, laquelle au contraire est disséminée plus que jamais, mais celle du pouvoir de sa gestion. C'est pourquoi le qualificatif de « patrimonial » attaché au capitalisme contemporain est trompeur. Le règne des « actionnaires » n'est qu'apparent. Les monarques absolus qui décident en leur nom sont les dirigeants des monopoles. Cette gestion à son tour annihile le mode d'opération ancien de la concurrence des capitaux, qui constituait le fondement du mode de régulation de l'accumulation du capital. Elle lui substitue un mode de gestion fondé sur l'alternance de la coopération négociée et du conflit brutal des monopoles (qui met en œuvre des moyens qui ne sont pas ceux de la « concurrence transparente et loyale » comme on veut le faire croire). Le pouvoir, au sens le plus abstrait du terme prend la place de la concurrence effective concrète. Par ailleurs l'approfondissement de la mondialisation du système annihile la logique holiste (c'est-à-dire à la fois économique, politique et sociale) des systèmes nationaux sans lui substituer pour autant une logique mondiale quelconque. C'est l'empire du chaos - titre d'un de mes ouvrages publié en 1991, repris par d'autres par la suite(11) : dans les faits la violence politique internationale prend la place de la compétition économique, tandis que le discours veut faire croire que la régulation du système est le produit de cette dernière.

La financiarisation de l'accumulation

La nouvelle financiarisation de la vie économique couronne cette transformation du pouvoir du capital. Aux formes concrètes de son expression est substituée l'affirmation abstraite du pouvoir « du » capital. Aux stratégies déployées par les propriétaires réels du capital émietté est substituée celle des gestionnaires des titres des propriétés du capital. Ce qu'on appelle vulgairement le capital fictif (la valeur estimée des titres de propriétés) n'est rien d'autre que l'expression de ce déplacement, de cette déconnection du monde virtuel par rapport au monde réel. L'accumulation capitaliste par sa nature même a toujours été synonyme de désordre, au sens que Marx avait donné à ce terme : un système qui se déplace de déséquilibre en déséquilibre (au gré des luttes de classes et des conflits inter puissances) sans jamais tendre à l'équilibre. Mais ce désordre produit par la concurrence des capitaux émiettés était maintenu dans des limites raisonnables par la gestion du système du crédit exercée sous le contrôle de l'Etat national. Avec le capitalisme financiarisé contemporain ces frontières disparaissaient ; la violence des déplacements de déséquilibre en déséquilibre est renforcée. Le chaos succède au désordre.

La domination du capital des monopoles généralisés s'exerce à l'échelle mondiale par le moyen de l'intégration globale du marché monétaire et financier fondé désormais sur le principe des changes flexibles, et le renoncement au contrôle national des flux de capitaux. Néanmoins cette domination est mise en question, à des degrés divers, par les politiques d'Etat des pays émergents. Le conflit entre ces derniers et les objectifs stratégiques de l'impérialisme collectif de la triade devient de ce fait l'un des axes centraux de la remise en cause possible du capitalisme des monopoles généralisés (12).

Le déclin de la démocratie

Dans les centres du système (la triade Etats Unis-Europe occidentale-Japon) le capitalisme des monopoles généralisés a entraîné la généralisation de la forme salariale. Les cadres dits supérieurs sont désormais des salariés qui ne participaient pas à la formation de la plus-value, dont ils sont devenus des consommateurs. A l'autre pôle de la société la prolétarianisation généralisée que la forme salariale suggère s'accompagne de la multiplication des formes de la segmentation du front du travail. Autrement dit le

« prolétariat » (dans les formes qu'on lui a connues dans le passé) disparaît au moment même où la prolétarisation se généralise. Dans les périphéries les effets de la domination du capital des monopoles généralisés n'en sont pas moins visibles. A la diversité tant des classes locales dominantes que des statuts des classes dominées se superpose le pouvoir d'une super-classe dominante qui émerge dans le sillage de la mondialisation concernée. Cette super-classe est tantôt celle des « affairistes comprador », tantôt celle de la classe politique (ou classe-Etat-parti) gouvernante, ou un mélange des deux.

Loin d'être synonymes, le « marché » et la « démocratie », sont, au contraire, antinomiques. Dans les centres une culture politique nouvelle de consensus (apparent peut-être, mais néanmoins actif), synonyme de dépolitisation, a été substituée à la culture politique antérieure fondée sur la confrontation droite/gauche qui donnait sa portée à la démocratie bourgeoise et à l'inscription contradictoire des luttes de classes dans son cadre. Dans les périphéries le monopole du pouvoir accaparé par la super-classe dominante implique lui aussi la négation de la démocratie.

La géostratégie agressive de l'impérialisme contemporain

L'impérialisme collectif ; L'Etat dans le capitalisme contemporain

Le système de production capitaliste s'est engagée depuis une trentaine d'années (à partir de 1980) dans une transformation qualitative que l'on peut résumer en une phrase courte : l'émergence d'un système de production mondialisé qui se substitue graduellement aux systèmes de production nationaux antérieurs (au centre des systèmes autocentrés et simultanément agressivement ouverts, dans les périphéries des systèmes dominés à des degrés et dans des formes variables), eux-mêmes articulés les uns aux autres dans un système mondial hiérarchisé (caractérisé entre autre par le contraste centres/périphéries et par la hiérarchie des puissances impérialistes).

Dans les années 1970, Sweezy, Magdof et moi-même avançons déjà cette thèse, formulée par moi-même et André Frank dans un ouvrage publié en 1978. Nous disions que le capitalisme des monopoles entrait dans un nouvel âge, caractérisé par le démantèlement progressif – mais rapide – des systèmes productifs nationaux. La production d'un nombre grandissant de biens marchands ne peut plus être définie par le label « made in France (ou Soviet Union, ou USA) » mais devient « made in the world », parce que son procès de fabrication est désormais éclaté en segments, localisés ici et là à travers la planète entière.

J'explique cette transformation par le bond en avant du degré de centralisation du contrôle du capital des monopoles, que j'ai qualifié de passage du capitalisme des monopoles au stade des monopoles généralisés. En une quinzaine d'années (entre 1975 et 1990) un bon nombre de ces monopoles (ou oligopoles) localisés dans les pays de la triade dominante (Etats Unis, Europe, Japon) sont devenus capables de contrôler l'ensemble des activités productives, chez eux et dans le monde entier, les réduisant au statut de sous-traitants de jure ou de facto, et par là même de ponctionner une portion importante de la plus-value produite par ces activités venant grossir la rente des monopoles dominants dans le système. Les moyens permettant la gestion de ce système de production éparpillé à travers le monde sont désormais réunis, grâce entre autre à la révolution informatique. Mais il ne s'agit là, pour moi, que des moyens mis en œuvre en réponse à un besoin objectif nouveau créé par le bond en avant de la centralisation du contrôle du capital.

Le démantèlement des systèmes productifs nationaux, eux-mêmes produit de la longue histoire antérieure du développement du capitalisme, concerne tous les pays du monde (ou presque). Dans les centres (la triade) ce démantèlement des systèmes productifs nationaux peut paraître relativement lent et limité par le poids du système hérité et toujours présent. Mais il avance chaque jour toujours un peu plus. Par contre dans celles des périphéries qui avaient avancé dans la construction d'un système national

industriel modernisé (l'URSS, l'Europe de l'Est, et à degré moindre ici et là en Asie, en Afrique et en Amérique latine), l'agression du capitalisme des monopoles généralisés (s'exprimant à travers la soumission – volontaire ou forcée – aux principes dits du néo-libéralisme mondialisé) s'est traduite par un démantèlement violent, rapide et total des systèmes nationaux concernés, et la transformation des activités productives localisées dans ces pays en sous-traitants. La rente des monopoles généralisées de la triade, bénéficiaires de ce démantèlement devient rente impérialiste. J'ai qualifié cette transformation, vue des périphéries, de « re-compradorisation ». Celle-ci a frappé tous les pays de l'ex Est (ex Union Soviétique et Europe de l'Est) et tous les pays du Sud. La Chine est seule à faire partiellement exception.

L'émergence de ce système productif mondialisé abolit la cohérence des logiques (diverses et inégalement efficaces) du « développement national » ; mais elle ne lui substitue pas une cohérence nouvelle, qui serait celle du système mondialisé. La raison en est l'absence d'une bourgeoisie et d'un Etat mondialisé. Pour cette raison, le système de production mondialisé est incohérent par nature.

Autre conséquence importante de cette transformation qualitative du capitalisme contemporain : l'émergence de l'impérialisme collectif de la triade se substituant aux impérialismes nationaux historiques (des Etats Unis, de la Grande Bretagne, du Japon, de l'Allemagne, de la France et de quelques autres). L'impérialisme collectif trouve sa raison d'être dans la prise de conscience par les bourgeoisies des nations de la triade de la nécessité de leur gestion commune et solidaire de la Planète et singulièrement des sociétés des périphéries soumises ou à soumettre.

Certains tirent de la thèse de l'émergence d'un système productif mondialisé deux corrélats : l'émergence d'une bourgeoisie mondialisée et celle d'un Etat mondialisé, dont le nouveau système productif constitue la base objective. Ma lecture des évolutions et des crises en cours m'a conduit à rejeter ces deux corrélats.

Il n'y a pas de bourgeoisie (ou disons de classe dominante) mondialisée en cours de constitution, ni à l'échelle mondiale, ni même à celle des pays de la triade impérialiste. J'ai été amené à donner de l'importance au fait que la centralisation du contrôle du capital des monopoles opérât à l'intérieur des Etats-nations de la triade (Etats Unis, chacun des partenaires de l'Union Européenne, Japon) avec plus de force que celle par laquelle elle opère dans les rapports entre les partenaires de la triade, ou même entre ceux de l'Union Européenne. Les bourgeoisies (ou les groupes oligopolistiques) sont en compétition à l'intérieur des nations (et l'Etat national gère cette compétition, en partie tout au moins) et entre les nations. C'est ainsi que les oligopoles allemands (et l'Etat allemand) ont pris la direction des affaires européennes, non pas pour le bénéfice égal de tous, mais d'abord pour leur propre bénéfice. A l'échelle de la triade c'est évidemment la bourgeoisie des Etats Unis qui dirige l'alliance, encore une fois dans un partage inégal des bénéfices. L'idée que la cause objective – l'émergence du système productif mondialisé – entraîne ipso facto celle d'une classe dominante mondialisée, repose sur l'hypothèse sous-jacente selon laquelle le système doit être cohérent. En réalité il peut ne pas l'être ; et c'est le cas, et la raison pour laquelle ce système chaotique n'est pas viable. Dans les périphéries la mondialisation du système productif s'est accompagnée par la substitution aux blocs hégémoniques des époques antérieures d'un nouveau bloc hégémonique dominé par la nouvelle bourgeoisie compradore. Ces nouvelles bourgeoisies compradore ne sont pas des éléments constitutifs d'une bourgeoisie mondialisée, mais seulement des alliés subalternes des bourgeoisies de la triade dominante.

De la même manière qu'il n'y a pas de bourgeoisie mondialisée en cours de constitution, il n'y a pas davantage d'Etat mondialisé en vue. La raison majeure en est que le système mondialisé en place n'atténue pas mais accentue le conflit (déjà visible ou potentiel) entre les sociétés de la triade et celles du reste de la Planète. Je dis bien conflit des sociétés, et, partant, potentiellement conflit des Etats. Car les avantages de la position dominante de la triade (la rente impérialiste) permettent au bloc hégémonique

constitué autour des monopoles généralisés de bénéficier d'une légitimité qui se traduit à son tour par la convergence de tous les grands partis électoraux de droite et de gauche et leur égal alignement sur les politiques économiques néo-libérales et sur les politiques d'intervention dans les affaires des périphéries. Par contre les bourgeoisies néo-compradore des périphéries ne paraissent aux yeux de leurs peuples ni légitimes, ni même crédibles (on verra plus loin pourquoi : parce que les politiques qu'elles servent ne permettent pas le « rattrapage »), et engagent le plus souvent dans l'impasse d'un lumpen-développement). L'instabilité des pouvoirs en place est alors ici la règle.

Pas de bourgeoisie mondialisée même à l'échelle de la seule triade, ou à celle de l'Union Européenne, c'est aussi pas d'Etat mondialisé à ces échelles. Mais seulement des Etats alliés, acceptant de surcroît la hiérarchie qui permet à leur alliance de fonctionner : la direction générale est assumée par Washington, celle de l'Europe par Berlin. L'Etat national reste en place au service de la mondialisation telle qu'elle est.

L'idée circule dans les courants postmodernistes selon laquelle le capitalisme contemporain n'a plus besoin d'Etat pour gérer l'économie mondiale, que de ce fait les systèmes d'Etat sont en voie de dépérissement au profit de l'émergence de la société civile. Je ne reviendrai pas sur les arguments que j'ai développés ailleurs en contrepoint de cette thèse naïve, d'ailleurs propagée par les pouvoirs dominants et le clergé médiatique à leur service. Il n'y a pas de capitalisme sans Etat. La mondialisation capitaliste ne pourrait pas se déployer sans les interventions de l'armée des Etats Unis et la gestion du dollar. Or armée et monnaie sont des instruments de l'Etat, pas du marché.

Mais comme il n'y a pas d'Etat mondial, les Etats Unis prétendent remplir cette fonction. Les sociétés de la triade tiennent cette fonction pour légitime ; les autres sociétés non. Mais qu'importe. La « communauté internationale » autoproclamée, c'est-à-dire le G7 plus l'Arabie saoudite, devenue sans doute une République démocratique, ne reconnaît pas la légitimité de l'opinion de 85 % de la population de la Planète !

Il y a donc une asymétrie entre les fonctions de l'Etat dans ses centres impérialistes dominants et celles de l'Etat dans les périphéries soumises, ou à soumettre. L'Etat dans les périphéries compradorisées est instable par nature et, de ce fait, un ennemi potentiel, quand il ne l'est pas déjà.

Il y a les ennemis avec lesquels les puissances impérialistes dominantes sont contraintes de coexister – du moins jusqu'à ce jour. C'est le cas de la Chine, parce que celle-ci a refusé (jusqu'à ce jour) la perspective néo-compradore et conduit son projet souverain de développement national intégré et cohérent. La Russie est devenue un ennemi, dès lors que Poutine refuse l'alignement politique sur la triade et veut barrer la route aux ambitions expansionnistes de celle-ci en Ukraine, même s'il n'imagine pas (ou pas encore ?) de sortir des ornières du libéralisme économique.

Dans leur grande majorité les Etats compradore dans le Sud (c'est-à-dire les Etats au service de leurs bourgeoisies compradore) sont des alliés, et non des ennemis – tant qu'ils donnent l'apparence de tenir leur pays en mains. Mais à Washington, à Londres, à Berlin et à Paris on sait que ces Etats sont fragiles. Dès lors qu'ils sont ébranlés par un mouvement populaire de révolte – avec ou sans stratégie alternative viable – la triade se donne le droit d'intervenir. L'intervention peut alors conduite à envisager la destruction de ces Etats, et, derrière elle, des sociétés concernées. Cette stratégie est à l'œuvre en Irak, en Syrie et ailleurs. La raison d'être de la stratégie de contrôle militaire de la Planète par la triade dirigée par Washington est située toute entière dans cette vision « réaliste », qui vient en contrepoint de la vision naïve - à la Negri – de l'Etat mondialisé en cours de construction (13).

Les réponses des peuples et des Etats du Sud (14)

L'offensive en cours de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) contre les peuples du Sud marche sur ses deux jambes : la jambe économique – le néo libéralisme mondialisé présenté comme seule politique possible, la jambe politique – les interventions et les guerres préventives conduites contre tous les pays récalcitrants. En réponse le projet alternatif d'émancipation des pays du Sud devrait lui aussi marcher sur deux jambes. Mais il n'en est pas réellement ainsi. Les BRICS, au mieux, ne marchent que sur une jambe. Ils refusent la politique interventionniste de la triade, mais consentent à jouer le jeu de la mondialisation néo libérale. Leurs positions demeurent de ce fait vulnérables. Il leur faut comprendre que « le commerce, c'est la guerre », comme l'a écrit Yash Tandon (15).

Tous les pays du monde en dehors de la triade sont des ennemis, ou des ennemis potentiels, à l'exception de ceux qui acceptent leur soumission inconditionnelle aux stratégies politiques et économiques des Etats Unis et de leurs alliés subalternes européens et japonais. Dans ce cadre la Russie est un ennemi. Quoi que soit notre jugement concernant ce qu'était l'Union soviétique, la triade en a toujours combattu l'existence même, tout simplement parce qu'elle entendait poursuivre une politique indépendante. Avec l'effondrement de l'URSS certains Russes ont pensé que le chapitre de l'hostilité occidentale à leur égard était clos. La Russie, qui avait perdu la guerre, pouvait gagner la paix, comme l'Allemagne et le Japon. Ces Russes n'avaient pas compris que les puissances occidentales ont soutenu la reconstruction des pays fascistes parce qu'il leur fallait faire face à l'indépendance de l'URSS. Aujourd'hui la triade exige la soumission complète de la Russie vaincue. La crise ukrainienne illustre tragiquement ce choix : les puissances occidentales ont organisé un putsch euro-fasciste à Kiev ; et la rhétorique qui prétend que les puissances occidentales cherchent à promouvoir la démocratie est mensonge pur et simple. L'Europe orientale a été intégrée dans l'Union européenne comme semi colonie, et son rapport aux puissances de l'Europe occidentale et centrale est analogue à celui de l'Amérique latine aux Etats Unis.

La Russie est à la recherche d'une place dans le système mondial d'aujourd'hui et de demain. Et Poutine paraît avoir fait sien le projet de construction d'une vaste alliance des peuples de l'ex URSS. Ce projet est désormais connu sous le nom d'alliance des peuples « euro asiatiques ». Il ne s'agit pas là d'une invention artificielle récente. Dans un article que j'écrivais en 1998 (16) je faisais observer que cette idée répondait depuis des siècles à la recherche par la Russie de la définition de sa place dans le monde. Et je ne vois pas pourquoi on refuserait ce droit aux Russes et aux autres peuples de l'ex URSS.

Le combat engagé par Moscou contre l'ordre impérialiste, en Ukraine et ailleurs, ne sera victorieux que s'il est soutenu avec fermeté par les peuples concernés. Ce soutien ne sera possible que si la Russie s'affranchit du carcan néo libéral, à l'origine ici comme ailleurs du désastre social. Poutine se livre jusqu'ici à un exercice périlleux de grand écart, associant la poursuite de sa politique intérieure néo libérale désastreuse d'une part, et d'autre part la défense des intérêts légitimes d'une Russie indépendante. Abandonner le néo libéralisme et sortir de la mondialisation financière sont désormais nécessaires et possibles. Des segments de la classe politique qui gouverne à Moscou sont disposés à se rallier à un capitalisme d'Etat, susceptible à son tour d'ouvrir la voie à une éventuelle avancée en direction de la socialisation démocratique de sa gestion. Mais si la fraction compradore des classes dirigeantes russes – bénéficiaires exclusifs du néo libéralisme – venait à l'emporter, alors les « sanctions » dont l'Europe menace la Russie pourraient porter leurs fruits ; les compradores sont toujours disposés à capituler pour préserver leur part du produit du pillage de leur pays. La Russie ne pourrait alors pas refuser sa colonisation par l'impérialisme de la triade.

En dehors de la Chine, qui met en œuvre un projet national de développement industriel moderne associé à la rénovation de l'agriculture familiale, les autres pays du Sud, dits émergents (les BRICS) ne marchent toujours que sur un pied : ils s'opposent aux aventures de la mondialisation militarisée, mais demeurent enfermés dans le carcan du néo libéralisme (17).

NOTES :

(1) Je me limite dans cet article à l'examen des expériences de la Russie et de la Chine, sans ignorer celles des autres révolutions socialistes du XX^{ème} siècle (Corée du Nord, Vietnam, Cuba).

(2) Staline avait désespérément recherché avant la seconde guerre mondiale, sans succès, l'alliance des démocraties occidentales contre le nazisme. La guerre froide de l'après guerre a été décidée par Washington, et Staline a cherché à prolonger, encore sans succès, l'amitié des puissances occidentales. Voir : Geoffrey Roberts, Les guerres de Staline ; préface importante d'Annie Lacroix Riz.

(3) Je fais ici allusion aux thèses de Kautsky, La question agraire ; première édition 1899.

(4) Il y a de belles exceptions d'intellectuels marxistes qui, sans avoir exercé des responsabilités dans la direction de partis révolutionnaires, encore moins d'Etat, n'en sont pas moins demeurés attentifs aux défis auxquels ont été confrontés les socialismes d'Etat (je citerai Baran, Sweezy, Hobsbawm et d'autres).

(5) Voir, China 2013, Monthly Review 2013, en particulier les développements concernant le traitement de la question agraire par le maoïsme.

(6) Voir, Eric Hobsbawm, Aux armes historiens (2013) ; également les travaux de Florence Gauthier. Ces auteurs n'assimilent pas Thermidor et Restauration, comme le suggère la simplification trotskyste.

(7) Concernant le programme en cours de destruction de la paysannerie d'Asie et d'Afrique, voir, Samir Amin, Contemporary imperialism and the agrarian question ; Agrarian South, Journal of Political Economy, n°1/2012.

(8) Je ne discute ici que de certaines des conséquences majeures du passage aux monopoles généralisés (la financiarisation, le déclin de la démocratie). Je renvoie, concernant la question écologique aux travaux remarquables de J. B. Foster.

(9) N. Boukharine, L'impérialisme et l'accumulation du capital (écrit en 1915) ; V. Lénine, L'impérialisme stade suprême du capitalisme (écrit en 1916)

(10) A.G. Frank et S. Amin, N'attendons pas 1984, Paris 1978.

(11) Samir Amin, L'Empire du Chaos (1991)

(12) Concernant la remise en cause de la mondialisation financière, voir, Samir Amin, Le yuan chinois (publié en chinois 2013) ; Samir Amin, From Bandung (1955) to 2015, new and old challenges for the peoples and the States of the South ; paper presented at the conference Bandung 2015, Paris 2014.

(13) Contra Hardt and Negri, Monthly Review, 2014

(14) L'option en faveur d'une déconnexion est incontournable. Le surplus centralisé à l'extrême à l'échelle mondiale au seul bénéfice de la rente impérialiste des monopoles des puissances impérialistes est insupportable pour toutes les sociétés de la périphérie. Déconstruire ce système, dans la perspective de

reconstruire plus tard une autre forme de mondialisation compatible avec le communisme, entendu comme un stade plus avancé de la civilisation universelle, s'impose. J'ai suggéré à cet endroit une comparaison avec la destruction nécessaire de la centralisation de l'Empire Romain, qui a ouvert la voie à la décentralisation féodale.

(15) Yash Tandon, *Trade is War*, forthcoming

(16) Samir Amin, *L'histoire Globale*, chapitre 7, *La Russie dans le système mondial*; Samir Amin, *The return of fascism in contemporary capitalism*, *Monthly Review*, 2014.

(17) Concernant les réponses insuffisantes de l'Inde et du Brésil, voir *L'implosion du capitalisme contemporain*, chap 2, *le Sud : émergence et lumpen développement*. ; Voir également, Samir Amin, *Latin America confronts the challenge of globalization*, *Monthly Review* 2014.